Les initiatives françaises de protection du patrimoine culturel dans l'actuelle République Congo avant l'indépendance

Ulrich Kévin Kianguebeni

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3942>

DOI : 10.4000/revdh.3942

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Ulrich Kévin Kianguebeni, « Les initiatives françaises de protection du patrimoine culturel dans l'actuelle République Congo avant l'indépendance », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 14 | 2018, mis en ligne le 11 juin 2018, consulté le 08 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3942> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.3942>

Ce document a été généré automatiquement le 8 juillet 2020.

Tous droits réservés

Les initiatives françaises de protection du patrimoine culturel dans l'actuelle République Congo avant l'indépendance

Ulrich Kévin Kianguebeni

INTRODUCTION

- 1 Le Congo est un Etat d'Afrique Centrale avec une superficie de 342.000 km² pour une population évaluée à environ 4,1 millions d'habitants¹. Colonisé dans les années 1880 par la France dans la continuité des missions de l'explorateur Pierre Savorgnan de Brazza, le pays est successivement baptisé Congo français puis Moyen-Congo, avant d'être intégré à l'Afrique équatoriale française (AEF) en 1910. Devenue la capitale de ce vaste ensemble, Brazzaville se voit désenclavée par la construction du chemin de fer Congo-Océan (CFCO) dans les années 1920. Durant la Seconde Guerre Mondiale, la ville est choisie par le général De Gaulle comme capitale de la France libre².
- 2 Le Congo est donc resté une colonie française entre 1880 (date de son occupation) et 1960 (date de son accession à l'indépendance). Sous administration française pendant la période coloniale, il est logique que la conception de son droit en général et de celle du patrimoine culturel se soient fortement inspirées du droit français. Cependant, il faut noter qu'avant l'arrivée des français, on ne pouvait parler de patrimoine. Cette notion est donc le produit de la colonisation bien que les peuples colonisés entretenaient déjà des rapports avec des objets symboliques, rituels ou festifs. Ainsi, on peut affirmer que le patrimoine culturel au Congo ainsi que sa protection ne datent que de l'époque coloniale. En ce sens, la conception du patrimoine culturel au Congo trouve sa genèse dans la colonisation³.
- 3 La colonisation est la domination politique, militaire et économique d'un territoire par une puissance étrangère. De ce fait, elle désigne l'occupation, l'exploitation et la mise

en tutelle d'un territoire sous-développé et sous-peuplé par les ressortissants d'une métropole⁴. Dans l'actuelle République du Congo, comme dans l'ensemble de l'Afrique Equatoriale Française, la colonisation s'est faite à travers les administrateurs et les missionnaires français. Elle donc marque le point de départ de la mise en place d'un régime juridique de protection du patrimoine culturel à travers l'application de la législation et la conception françaises dans les colonies. La colonisation s'inscrivait dans une logique simple : le changement de comportement, d'habitudes et de civilisation pour maintenir l'ordre social existant dans les territoires colonisés. A cet effet, la mise en place de la politique d'assimilation culturelle visait l'instauration de la civilisation française dans les colonies. D'une manière générale, la France a mis en place un ensemble d'outils juridiques pour le patrimoine existant (l'île de Gorée au Sénégal) et pour ce qu'elle envisage de créer (cathédrale, basilique, lieux de mémoire...) au Congo. La puissance coloniale a entrepris la conquête des nouveaux territoires en appliquant sa législation dans ses colonies pour y assurer la protection du patrimoine. En conséquence, il est aisé de constater que la conception actuelle du patrimoine culturel au Congo est une émanation des administrateurs coloniaux et missionnaires français. Ils ont été des agents vecteurs de l'affirmation de la puissance culturelle française. Cette conception s'est essentiellement basée sur l'adoption des valeurs culturelles et religieuses françaises. Elle n'a pas pris en compte les éléments tels que les contes, les légendes, les interdits ; des pratiques essentielles immatérielles, car inexistantes dans la conception française. A cette époque, en effet, le patrimoine immatériel ne faisait pas partie de la conception culturelle française.

- 4 En effet, à leur arrivée, l'administrateur et le missionnaire français ont trouvé une protection symbolique du patrimoine puisant son fondement dans les pratiques traditionnelles, les interdits et les usages coutumiers. En d'autres termes, jusqu'à la colonisation, la protection du patrimoine culturel était assurée par la coutume. En réalité, les sociétés traditionnelles africaines de l'époque précoloniale étaient des groupements hiérarchisés, mais non discriminatoires car les droits et les obligations de l'individu étaient déterminées en fonction de sa place dans la société et par rapport à la société à laquelle il appartenait⁵. En ce sens, la communauté se faisait l'obligation de respecter les coutumes relatives à la protection de son patrimoine. Ce patrimoine était essentiellement familial ou communautaire en l'absence d'une entité étatique.
- 5 Pendant la période coloniale, la notion et la conception du patrimoine dans les colonies prennent un autre sens tout en conservant leur rôle. Le patrimoine est considéré comme témoin de l'histoire, de la civilisation, facteur de cohésion et d'union sociale en raison du partage des mêmes valeurs ethniques et culturelles. Cette considération a, sans doute, été à l'origine de l'introduction des éléments et critères de qualification et de classification dans la protection du patrimoine culturel. C'est ainsi que les colonies d'Afrique Equatoriale Française (AEF) et d'Afrique Occidentale Française (AOF) ont vu naître des nouvelles notions telles que : monuments historiques (avec la loi du 31 décembre 1913), lieux de mémoire, monuments naturels, sites à caractère légendaire ou historique (avec la loi du 2 mai 1930). Cette conception a engendré des bouleversements dans les rapports des peuples colonisés avec leur culture et leur regard sur ce qui sera, plus tard, considéré comme patrimoine.
- 6 Au Congo, le droit du patrimoine culturel est un droit de création récente car il est inhérent à la colonisation et se fortifie au fil des années. Ce droit prend sa source dans le droit français, droit de la puissance coloniale qui s'appliquait dans toutes les colonies

françaises. Le Congo était une colonie française depuis 1885. Il était alors régi par le droit français comme l'ensemble des autres colonies françaises⁶. Dans ce sens, la protection du patrimoine culturel dans les colonies françaises d'Afrique était assurée par la métropole. Certes, il existait une forme de conscience au patrimoine culturel avant la colonisation, mais celle-ci n'a connu d'essor qu'à l'arrivée du colonisateur. C'est en ce sens que ce sens, l'application de la législation française avant l'indépendance illustre l'intérêt français pour le patrimoine de conception occidentale (I) et l'indifférence pour les réalités patrimoniales congolaises (II).

I - L'intérêt français pour le patrimoine de conception occidentale

- 7 Cet intérêt se manifeste par l'application de la législation de la métropole au Congo (A) et par la reconnaissance des premiers objets patrimoniaux (B).

A - L'application de la législation de la métropole au Congo

- 8 L'intérêt de la métropole à la protection du patrimoine congolais se limitait à l'application de la législation française. Une application de forme car dans le fond, le Congo ne disposait pas d'un patrimoine au sens de la conception occidentale.
- 9 En effet, la loi était un instrument essentiel du pouvoir colonial en Afrique. Le droit était au centre de l'organisation coloniale française : il déterminait dans chaque colonie le système administratif et judiciaire ; il précisait le régime des personnes et la place des institutions et des coutumes locales. Cette architecture juridique devait contribuer à maintenir la domination coloniale sur les « sujets⁷ ». Ainsi, les institutions et les normes qui caractérisent largement les systèmes juridiques africains sont d'inspiration occidentale⁸.
- 10 En ce qui concerne le Congo, l'assimilation et la politique culturelle mise en place ont logiquement conduit à l'application de la législation de la métropole. En effet, les dispositions juridiques, en vigueur en métropole, sont appliquées dans les colonies en particulier la loi du 31 décembre 1913 relative au classement et à la protection des monuments historiques. Ce texte traduit la volonté de protéger les monuments ayant un intérêt historique et culturel même hors de son territoire initial. Ainsi, on a assisté dans toutes les colonies françaises (de l'AEF et de l'AOF) à l'application d'une loi métropolitaine dans le contexte de la colonisation.
- 11 Il faut aussi préciser que la loi métropolitaine, qui ne reflétait que les réalités socio-culturelles européennes en général et françaises en particulier, emporte avec elle une conception du patrimoine encore très classique. Celle de l'époque, basée sur la prise en compte d'un patrimoine exclusif (immobilier ou mobilier), avec pour principal objectif l'idée de conservation permanente. Une logique bien éloignée des réalités congolaises et africaines.
- 12 En 1933, est adoptée la Convention de Londres sur la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel. Cette Convention qui associe les puissances coloniales, dont la France, et les gouvernements coloniaux⁹ africains, invite à la sauvegarde des milieux naturels dans leur pureté originelle. Elle visait particulièrement la législation française et, de *facto* le Congo car la législation française s'appliquait dans les colonies. A cet effet, si la loi de 1913 visait une protection des monuments historiques, il est apparu

nécessaire de protéger également le patrimoine naturel qui souvent abrite le patrimoine architectural. Bien que de courants différents, ces deux textes ont le mérite de poser les bases d'une protection du patrimoine culturel et naturel.

- 13 Par ailleurs, la période coloniale a apporté un changement de conception de l'art africain en général et congolais en particulier. On a assisté à la naissance de « *l'art nègre* », l'art africain qui, au début du XX^e siècle, symbolise une multitude d'arts locaux qui reflètent une grande variété des cultures congolaises¹⁰. Cette grande variété culturelle et traditionnelle traduit l'étendue de l'imagination du peuple colonisé avec une forte présence magique et symbolique, caractéristique d'un patrimoine congolais purement traditionnel. *L'art nègre* désigne des objets d'art africain ramenés en Europe par des collectionneurs et des marchands d'art et qui ont joué un rôle déterminant dans la genèse de l'art moderne.
- 14 En ce sens, l'art nègre a changé de connotation pour intéresser les collectionneurs français comme André Breton¹¹. L'art Africain se manifeste dans toutes les formes artistiques (sculpture, architecture, poterie, tissage, peintures et bijoux). Selon les collectionneurs les plus passionnés, les traces laissées de leur utilisation confèrent à ces objets une puissance magique ou esthétique que les autres ne possèdent pas¹². Ainsi, compte tenu de l'importance naissante de l'art nègre, le gouvernement français a organisé en 1931 une exposition coloniale à la Porte Dorée à Paris, sur le site du bois de Vincennes. L'objectif étant de mettre en valeur l'ensemble de monuments représentatifs des colonies. Toutes les colonies françaises, ainsi que les pays sous protectorats français, sont représentés y compris le pavillon de l'AEF.
- 15 En marge de cette exposition, le gouvernement français a accordé aux ethnologues la possibilité de procéder à la valorisation du patrimoine des colonies. C'est le cas de la Mission ethnographique et linguistique Dakar-Djibouti organisée de 1931 à 1933 à travers le continent africain qu'elle traverse du Sénégal à l'Ethiopie afin de collecter objets et données ethnographiques. Commanditée par Paul Rivet et Georges Henri Rivière, alors directeur et sous-directeur du Musée d'ethnographie du Trocadéro et subventionnée par l'Etat français dans son intégralité, cette mission nommée « Mission ethnographique et linguistique » a été placée sous la direction de Marcel Griaule avec une équipe de dix personnes composée des linguistes, d'ethnographes, de musicologues, un peintre et un naturaliste. Dès 1934, Michel Leiris, le « secrétaire-archiviste » de la mission, a contribué à en diffuser les objectifs et les pratiques grâce à la publication de son journal de bord, « *l'Afrique fantôme*¹³ ».
- 16 Par ailleurs, le décret du 25 Août 1937 a été promulgué par un arrêté tendant à la protection des monuments naturels et des sites de caractère historique, scientifique, légendaire ou pittoresque dans les colonies. Ce décret précise en son article premier : « *Il est institué dans chaque colonie, pays de protectorat ou territoire sous mandat relevant du ministère des Colonies, une commission des monuments naturels et des sites* ». Sa composition est fixée par arrêté du Gouverneur qui : « *choisit les membres parmi les hauts fonctionnaires administratifs ou techniques de la colonie, du pays de protectorat ou territoire sous mandat, les membres des assemblées locales et les personnalités qualifiées par leurs connaissances scientifiques et artistiques*¹⁴ ». La conception du patrimoine intègre celle de la métropole française tant au plan institutionnel que normatif. En effet, c'est à l'arrivée du colonisateur que l'on a commencé à parler du patrimoine culturel, conséquence de l'assimilation culturelle consacrée par les lois du 31 décembre 1913, du 3 novembre 1956 et le décret du 25 Août 1937. Les institutions coloniales, chargées de mettre en

œuvre la politique patrimoniale de la métropole dans les colonies, ont fait application du décret du 25 Août 1937 qui a instauré une assimilation patrimoniale à travers l'obligation pour chaque colonie française d'établir une liste des monuments naturels ou des sites dont la conservation ou la préservation présente un intérêt historique, scientifique, légendaire ou pittoresque¹⁵. Cette assimilation culturelle s'est aussi traduite par l'obligation de mettre en place une commission des monuments naturels et des sites¹⁶.

- 17 Ainsi, dès 1941, la France a mis en place un outil de protection de son patrimoine archéologique qui s'applique, par la suite, à ses colonies d'Afrique noire. C'est dans ce sens qu'a été adoptée la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques. Pour réglementer les fouilles archéologiques dans les colonies de l'AEF, un décret est pris le 17 février 1945. Ce texte dispose en son article 1^{er} : « *Nul ne peut effectuer sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui des fouilles ou des sondages à l'effet de recherches de monuments ou d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie sans en avoir au préalable obtenu l'autorisation. La demande d'autorisation doit être adressée au préfet de région ; elle indique l'endroit exact, la portée générale et la durée approximative des travaux à entreprendre. Dans les deux mois qui suivent cette demande et après avis de l'organisme scientifique consultatif compétent, le ministre des affaires culturelles accorde, s'il y a lieu, l'autorisation de fouiller ; il fixe en même temps les prescriptions suivant lesquelles les recherches devront être effectuées* ». Ce texte pose le principe de l'interdiction de procéder aux fouilles archéologiques sans autorisation préalable des autorités compétentes. Il ne connaîtra, cependant, pas d'exécution significative à cause de la Seconde Guerre mondiale. C'est finalement la loi du 3 novembre 1956 qui a complété ce dispositif juridique en prenant en compte, dans les territoires relevant du ministère de l'Outre-mer, les sites et monuments à caractère historique, scientifique ou pittoresque, et le classement des objets historiques, scientifiques ou ethnographiques et la réglementation des fouilles¹⁷.
- 18 Il est tout aussi important de mentionner que les initiatives françaises de protection du patrimoine culturel au Congo, comme dans l'ensemble de l'AEF, ont connu une évolution suivant les différents statuts géographiques de l'actuel territoire congolais. Depuis la Seconde Guerre Mondiale, le Congo est passé du statut de territoire faisant partie de l'Union Française en 1946¹⁸, à l'autonomie interne avec la loi-cadre Defferre de 1956¹⁹ et à la Communauté franco-africaine en 1958. Plus tard, avec la loi-cadre Defferre n° 56-619 du 23 juin 1956, le gouvernement français a autorisé la mise en œuvre des réformes et à prendre des mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer²⁰. On peut cependant faire remarquer l'existence, avant l'indépendance, d'un important arsenal juridique (textes de la métropole s'appliquant dans les colonies) sans réel impact du fait qu'il n'était pas accordé assez d'importance aux sites culturels congolais, qui existaient (par exemple *Loango, Mbé, Nkilandari*,...). En effet, malgré l'existence du principe d'application de la législation française dans les colonies, cette législation est restée sans effet pour le Congo faute de patrimoine au sens occidental.

B– La reconnaissance des premiers objets patrimoniaux

- 19 Le point de départ des initiatives de protection du patrimoine culturel remonte au passage de l'oralité à l'écriture. A son arrivée au Congo, l'administrateur et le missionnaire français ont instauré le français comme la seule langue possible

d'instruction et d'éducation²¹. Landru-Welinski estime que : « missionnaires et laïques avaient déjà entrepris, au travers de la construction d'écoles, d'églises ou de bibliothèques, une politique destinée à (sur)valoriser la culture française²² ». Dès 1910 et dans le but de protéger la culture française considérée comme vecteur d'un nouvel apprentissage dans les colonies d'Afrique subsaharienne, un groupe de parlementaires et d'universitaires français, sous forme d'association (loi de 1901), crée l'Office national des universités et écoles françaises dont le but était de favoriser le rayonnement de l'enseignement français. Il veillait à faire connaître à l'étranger les ressources des universités et écoles françaises et à développer les échanges de professeurs et d'étudiants entre les établissements français et étrangers²³.

- 20 Ainsi, on est amené à affirmer que l'implantation des institutions d'enseignement supérieur en Afrique francophone est essentiellement l'œuvre de la France. Elles devaient dispenser un savoir en mettant surtout l'accent sur l'enseignement de la langue et de la culture françaises. Dans toutes les universités et les écoles normales supérieures, l'enseignement littéraire fut créé dans un premier temps pour répondre à ce souci²⁴. C'est donc sur la base des initiatives françaises que l'université Marien Ngouabi de Brazzaville²⁵ a été créée en 1976.
- 21 En amont de la création d'un certain nombre d'institutions d'enseignement et dans le but de connaître et protéger la culture congolaise, Gilbert Rouget, ethnomusicologue français a participé de juillet à décembre 1946, à la mission « *Ogoué-Congo* ». Une mission qui partait de Brazzaville aux différentes régions des colonies françaises du Moyen Congo. Cette recherche anthropologique avait pour but de connaître la culture musicale des populations autochtones. Elle se basait, à la fois, sur une série de documents musicaux recueillis en 1946 chez les Pygmées *BaBinga* de la Haute-Sangha (République du Congo) par la mission *Ogoué-Congo*, et sur l'ensemble des publications ethnomusicologiques parues à ce jour sur les Pygmées, disséminés d'est en ouest de la grande forêt équatoriale, de l'*Itouri* au Gabon²⁶.
- 22 Ainsi était amorcé le processus de mise en valeur et d'institutionnalisation du patrimoine dans les colonies de l'AEF. En 1929, André Schaeffner (anthropologue et ethnomusicologue français, né et mort à Paris -1895-1980. Jusqu'à sa retraite du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en 1965, où il était maître de recherche, il a dirigé le département d'ethnomusicologie du Musée de l'Homme - anciennement Musée d'ethnographie du Trocadéro), qu'il avait fondé en 1929 à la demande de Georges Henri Rivière, et à la tête duquel succédera Gilbert Rouget) entre au musée d'Ethnographie du Trocadéro (qui deviendra le musée de l'Homme en 1937) pour s'occuper des instruments de musique présents dans les collections et créer à cette occasion un service d'organologie, appelé par la suite département d'Ethnologie musicale (1933), puis département d'Ethno- musicologie (1954)²⁷.
- 23 De la Mission *Ogoué-Congo*, Noël Ballif rapporte 120 objets pour le musée de l'Homme mais aussi 600 enregistrements sonores, 3000 photographies et plusieurs films dont « *Aux pays des Pygmées* » qui sera primé au 1^{er} congrès international du film ethnographique de 1947. La mission *Ogoué-Congo*, expédition scientifique chez les pygmées de la Sangha au Congo et Gabon, connaît un important retentissement. Elle incite en effet le Président Vincent Auriol²⁸ à créer en 1948 le Prix Liotard de la Présidence de la République pour récompenser les travaux d'équipes ou de chercheurs

individuels et suggère à Jacques Becker le sujet de son film *Le Rendez-vous de Juillet en 1949*²⁹.

- 24 Par ailleurs, pour protéger le patrimoine de ses colonies, la France a établi un lien entre la « mère-patrie » et ses « enfants » éparpillés dans le monde³⁰. C'est dans ce contexte qu'il est créé à Brazzaville l'Ecole de peinture de *Poto-Poto*. Créée en 1951 par Pierre Lods, ancien atelier d'un peintre français, l'école de peinture de *Poto-Poto* est un témoignage de la richesse du Congo en matière de peinture contemporaine de chevalet³¹. Avant l'indépendance, cette école recevait déjà une subvention de la France. Plusieurs critiques et amateurs nationaux et étrangers se sont intéressés à ce mouvement très original. Des talents divers s'y sont épanouis. Des jeunes artistes y reçoivent une formation professionnelle qui prenait en compte des traditions de leurs aînés. L'école de peinture de *Poto-Poto* a acquis, en plus d'un demi-siècle d'existence, une renommée qui dépasse les frontières du Congo et voire de l'Afrique toute entière. Cette école qui représente la plus célèbre institution culturelle du Congo est davantage un atelier d'art qu'une école ordinaire. Aujourd'hui la structure moderne, ouverte au vent, abrite à la fois un lieu de formation et une coopérative d'artistes du sérail qui jouent le rôle de conseiller auprès des peintres en herbe.
- 25 En 1940, Brazzaville devient capitale de la France libre³². Une capitale qui illustre l'importance musicale. Les anciens séminaristes et fonctionnaires proches des colons jouent de l'accordéon et animent des bals musettes à l'occasion des fêtes. La Rumba traditionnelle (genre musical imprégné dans la culture congolaise et riche par la diversité des thèmes inspirant les chansons) connaît son âge d'or. Afin de protéger et promouvoir ce patrimoine musical, l'administration française installe à Brazzaville un puissant émetteur radio qui arrose toute l'Afrique non seulement de la rumba mais aussi de la musique française et cubaine³³. Désormais la Rumba Congolaise est née et le puissant émetteur de la Radio Brazzaville diffuse et contribue à la vulgarisation de la musique congolaise expression d'un patrimoine typiquement congolais. Certains musiciens comptaient parmi les premiers commis de l'administration coloniale et ont participé à l'émergence de la Rumba Congolaise.
- 26 En conclusion, il est à noter que, pour ce qui est des initiatives françaises de protection du patrimoine avant l'indépendance du Congo, l'administration française se limitait à instituer les textes de protection sans réelle mesure d'application. Dans le but de vouloir instaurer un patrimoine au sens occidental, la plupart des pratiques traditionnelles congolaises de l'époque ont été qualifiées de rétrogrades.
- 27 Dans ce sens, Bernard ZRA DELI estime que « *l'impérialisme culturel occidental impose ses conceptions, ses formes de vie et ses jugements...Il n'est ainsi qu'une forme d'étouffement, un processus de déracinement et d'étranglement des peuples dominés*³⁴ ».
- 28 De même, en l'absence d'une politique culturelle propre au Congo, l'administration française a encouragé des initiatives d'épanouissement de la culture congolaise qu'elle jugeait en phase avec sa politique.

II - L'indifférence pour les réalités patrimoniales congolaises

- 29 A son arrivée au Congo, l'administrateur français a trouvé une société structurée, dominée par la tradition orale, des rites traditionnels, des croyances et pratiques

coutumières. Par le biais de l'écriture, il instaure un modèle différent de celui qu'il a trouvé sur place. Par conséquent, la société congolaise a connu de profondes transformations dans ses structures sociales et culturelles. Ces transformations se caractérisent par le désintérêt pour les rites traditionnels (A) et la mise en sommeil des croyances et pratiques coutumières locales (B).

A – Le désintérêt pour les rites traditionnels

- 30 Dans le but d'apporter d'autres éléments culturels aux populations locales, l'administration française et les missionnaires ont opéré des profondes modifications dans les structures culturelles et sociales congolaises. On a assisté à une collaboration à double dimension entre l'administration française et les missionnaires de l'église catholique. Cette collaboration a concerné un fait socioculturel important : le mariage. Celui-ci était considéré comme une institution donnant lieu à un ensemble de pratiques traditionnelles mises en œuvre lors de sa célébration. Ces pratiques étaient une composante essentielle du patrimoine culturel congolais. Au regard des pratiques coutumières congolaises de l'époque, le mariage ne concernait que les deux familles. Si l'administration a reconnu cette pratique culturelle, l'Eglise a réagi différemment. Cette différence de conception est illustrée à travers les conclusions de la Chambre d'homologation de la Cour d'appel de Dakar selon lesquelles *« il ne faut pas confondre coutume et religion : le mariage religieux contracté par les parties devant le prêtre ne produit aucun effet civil. La religion catholique ne confère pas aux indigènes un statut particulier ou des droits civils nouveaux contraires à leurs coutumes »*. (Arrêt du 13 novembre 1924 de la Chambre d'homologation de la Cour d'appel de Dakar repris par J. R. de Benoist, 1987 : 296)
- 31 La Cour d'Appel de Dakar a ainsi entériné deux visions du mariage : un mariage traditionnel reconnu par l'administration et qui ne l'est pas par le missionnaire et un mariage religieux célébré par le missionnaire qui ne produit pas d'effet au regard de l'administration. Néanmoins, le mariage symbolise un lien social mettant en rapport diverses cultures dans le respect des règles préétablies.
- 32 Pour les missionnaires, l'objectif visé était de transformer la structure sociale congolaise en bannissant le recours systématique aux pratiques traditionnelles et sociales. Le but était de détourner l'indigène du recours aux voies traditionnelles. La philosophie du missionnaire était donc claire : les pratiques traditionnelles et coutumières, expression du patrimoine oral sont un obstacle à la christianisation. Il fallait inculquer aux indigènes la confiance dans le Dieu chrétien, source d'une véritable sécurité. L'action missionnaire, elle, au-delà de la simple annonce de l'Évangile, visait une transformation sociocritique, économique, morale et intellectuelle de la société congolaise afin de la préparer à la pénétration des idées chrétiennes. En ce sens, la « déconstruction » de la conception du monde traditionnel permettait de reconstruire un nouvel imaginaire pour aboutir à une nouvelle vision du monde. Cet enseignement suscitait chez les catéchumènes un élan de croisés qui déclaraient la guerre aux « fétiches » à travers l'autodafé de leurs autels. Les scènes furent nombreuses où les Pères ou les catéchistes intervenaient pour démolir les autels de ceux qui hésitaient à le faire de peur d'une vengeance des divinités sur eux³⁵.
- 33 Les transformations sociales ont aussi été constatées dans l'enseignement apporté par la métropole à travers la mise en place des écoles primaires et des établissements

secondaires, de type collèges et lycées. En instaurant l'écriture à l'école, l'administrateur français s'était fondé sur l'absence de culture propre des peuples colonisés et sur l'absence d'une élite intellectuelle. Par conséquent, il niait l'existence de la culture traditionnelle congolaise. Cette négation a été au centre d'une divergence d'opinions entre les missionnaires favorables à une transformation radicale de la société et la culture congolaises d'une part, et les administrateurs coloniaux dont la mission était de maintenir l'équilibre social des peuples indigènes d'autre part. De cette divergence est, sans doute, née de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation de l'Eglise et l'Etat. Désormais, les rôles sont partagés : la Mission doit se cantonner à l'évangélisation, l'administration doit mettre de l'ordre dans sa colonie.

- 34 Rappelons que les objectifs poursuivis par l'administration coloniale ont partout été les mêmes³⁶. Les administrateurs coloniaux avaient pour ordre de s'abstenir de toucher au cadre de l'organisation sociale indigène, d'autant que les démolisseurs seraient impuissants à le remplacer aussitôt par une organisation adéquate³⁷. En effet, dans sa circulaire du 8 novembre 1941 sur la politique indigène, le gouverneur général, Félix Éboué (Gouverneur de l'AEF), a estimé que *« missionnaires et administrateurs voudront, par l'entremise de ses cadres, élever la société indigène, la développer, la porter vers le bien, sans en déranger l'équilibre »*. Il s'agit de procéder à l'évolution de la société congolaise dans la continuité et non procéder à une modification radicale de celle-ci. Ainsi, il estime que : *« le droit, ici comme partout, ne précédera pas le changement, mais le consacrera. Le droit coutumier revêtu du christianisme prouvera que l'Afrique a été améliorée, mais non dénaturée »*³⁸.
- 35 Malgré les quelques divergences pratiques, les missionnaires et les administrateurs coloniaux ont opéré des transformations sociales importantes dans la société congolaise traditionnelle. Ainsi ont été écartées les pratiques sociales concernant les faits culturels comme le mariage, les cérémonies festives, les croyances divines... *Les religions chrétiennes ont donc été des facteurs de transformation sociale par leurs méthodes tendant à sortir l'individu du milieu ethnique où il vivait en relâchant les liens qui l'attachaient à ses coutumes*³⁹...
- 36 Les transformations socio-culturelles ont aussi été opérées par l'adoption d'une loi sur la naturalisation des sujets français. « Aux termes de cette loi, il fallait savoir lire et écrire et renier par écrit ses coutumes et traditions, divorcer d'avec ses femmes à l'exception d'une seule⁴⁰... ». On a assisté à un fait nouveau : dans l'ensemble de la communauté française d'Afrique en général et, le Moyen Congo en particulier, le Président de la Communauté, pour maintenir cette logique a posé la règle selon laquelle *« au sein de la Communauté, il n'existe qu'une nationalité, la nationalité de la République Française et de la Communauté »*⁴¹. Dans la pratique, ce fait n'a rien changé à la situation antérieure des populations locales car la Communauté ainsi créée n'était qu'une nouvelle forme de l'Etat Français. La conséquence de cette politique a été de dénier aux Etats africains et malgache le droit d'avoir une nationalité distincte de la nationalité française⁴².
- 37 D'une manière générale, les transformations socio-culturelles opérées par l'administration française visaient à apporter un changement à la culture congolaise. Cette dernière perdait alors en identité. Elles ont été tellement importantes au point de rendre les pratiques culturelles congolaises faibles et secrètes. Faibles parce qu'elles ont été anéanties par l'instauration d'une nouvelle façon de concevoir la culture et le patrimoine. Secrètes parce que les communautés locales étaient comme obligées de les

pratiquer clandestinement. Ainsi, sous la pression de l'administrateur français et du missionnaire le « *Djobi*⁴³ » était pratiqué clandestinement⁴⁴. Entendu ainsi, et à la faveur de la civilisation française, l'administration française a opéré un gel de la tradition et des pratiques coutumières. Ces initiatives ont produit des conséquences sur la culture traditionnelle, expression d'un patrimoine propre aux communautés locales. Elles expliquent la mise en sommeil des croyances et pratiques coutumières locales.

B – La mise en sommeil des croyances et pratiques coutumières locales

- 38 Ce qui caractérisait l'homme dans la société africaine traditionnelle, c'est son obéissance presque aveugle aux us et coutumes de son groupe social, sa soumission presque acquise au « *monarque* » qui se trouvait être le patriarche du groupe. On sait que dans la société africaine traditionnelle comme durant la période coloniale, toute révolte, toute atteinte à la stabilité du groupe était sévèrement punie⁴⁵. Les transformations socio-culturelles ont bouleversé cette conception. En conséquence, on a assisté à la dislocation de la société traditionnelle à travers laquelle s'exprime le fondement culturel du Moyen-Congo car la société traditionnelle africaine repose sur une organisation, elle-même, basée sur des valeurs communautaires.
- 39 Dans la pratique, ces valeurs se traduisent par une solidarité matérielle et morale sans faille et à tous les niveaux. Une éducation conséquente y prépare la jeunesse et lui permet d'assumer pleinement son rôle. C'est un système éducationnel viable parce que global, cohérent et permanent qui intègre l'ensemble des activités sociales⁴⁶. Ces transformations ont fait du christianisme un facteur d'évolution et de progrès car pour l'adopter, il fallait abandonner toutes les croyances traditionnelles considérées comme néfastes, fétichistes. Ces transformations sont la conséquence de la rupture profonde d'avec les valeurs ancestrales. Cette rupture sans être brusque, est manifeste dans la distorsion ville-campagne et traduit la différence entre les économies urbaines et rurales⁴⁷. On a assisté à la dislocation de la société africaine traditionnelle notamment en raison de l'urbanisation et des croyances apportées par l'administrateur français et le missionnaire.
- 40 En somme, les structures socio-culturelles congolaises ont subi l'influence de la civilisation française. A cet effet, la société traditionnelle congolaise s'est trouvée fortement ébranlée et le colonisateur a été l'accélérateur de cette évolution. La vie urbaine a brisé non seulement la vie familiale traditionnelle, mais aussi le système économique et les liens politiques traditionnels. Elle a entraîné la dégénérescence morale et spirituelle, la désintégration de la famille étendue, devenue impossible dans les nouvelles sociétés urbaines⁴⁸. Elle a renversé la hiérarchie sociale traditionnelle établie depuis des millénaires. La coutume a été désintégrée, l'ensemble de valeurs traditionnelles et coutumières qui maintenait la cohérence au sein des communautés traditionnelles ont été abolies ou écartées.
- 41 Dès lors, on a pu constater un rejet des cultures et traditions populaires et une rupture d'avec les valeurs ancestrales. Avec l'urbanisation de la société traditionnelle naît le déséquilibre qui aura des sérieuses répercussions sur l'équilibre de la société africaine coloniale et postcoloniale. A cela, il faut ajouter l'instabilité générale par la prolifération de sous-produits du mariage : divorces et remariage en chaîne, concubinage, prostitution. Ainsi la famille se désagrège, les liens de parenté se distendent et se dissolvent, les allégeances politiques et sociales traditionnelles se détruisent. La mobilité sociale, tant des populations rurales que des populations

urbaines, la rupture avec le système traditionnel de référence et d'éducation, tout cela va créer un déséquilibre général dont le clivage culturel⁴⁹. Apparaît alors toute la domination culturelle française dans les colonies. Les langues locales sont abandonnées au profit du français, seule langue dans les écoles des missionnaires et les administrations. Les langues locales perdent alors leur rôle et leur importance tout en se vidant de leur originalité. Les communautés locales sont obligées d'abandonner leur authenticité pour adopter le mode de vie français. De manière générale, on a assisté à la dislocation du tissu socioculturel congolais à travers l'adoption des valeurs culturelles françaises. En réalité, il s'agit d'un comportement dicté par l'administrateur et le missionnaire français pour bien mener leur conquête car les actions d'exploitation économique et de domination politique imposaient nécessairement des transformations au plan culturel et moral.

- 42 La colonisation avait fini par opérer une chirurgie sociale, mais n'offrait pas la possibilité pour les sociétés colonisées de faire des progrès notables⁵⁰. L'administrateur français et le missionnaire ont, certes voulu instaurer la civilisation française dans les colonies mais, ils ont mis en place un système de don sélectif dans le transfert de la connaissance.
- 43 La transformation du tissu social congolais était l'objectif véritable du colonisateur car « révéler l'indigène à lui-même, c'est là une fin véritable de notre venue en ces pays » affirmait le gouverneur général Cardé en 1930⁵¹. Ce fut aussi le discours de la conférence de Brazzaville en 1944⁵² qui visait à acheminer les populations africaines vers l'accomplissement de leur "personnalité propre". En réalité, le discours officiel français à l'égard de l'Afrique noire fut une variation continuelle sur les thèmes de l'assimilation et de l'association qui masqua jusqu'au bout un esprit d'intégration que René Pleven reconnaissait à Brazzaville. Selon lui, « la préoccupation constante de cette conférence était "l'incorporation des masses indigènes dans le monde français"⁵³ ». Ces faits illustrent assez bien l'inspiration de la conception officielle française dans ses relations avec les pays où s'était forgé « cet art de vivre ensemble, qu'ont créé, au cours d'une histoire qui ne fut pas sans difficultés, les Africains et les Malgaches d'une part, les Français de l'autre⁵⁴ ».
- 44 En imposant leur culture, l'administrateur et le missionnaire français ont systématiquement ébranlé un ordre socio-politique et culturel bien structuré depuis des millénaires. De même, en voulant dégager les points de friction entre les coutumes ancestrales et les tendances occidentales, l'administration française a introduit une nouvelle conception de l'autorité : celle de la chefferie administrative qui consiste en une centralisation du pouvoir⁵⁵. Notons également que les transformations culturelles opérées dans la société traditionnelle congolaise ont été faites de nombreuses mutations mais pas seulement culturelles ; le but étant de protéger et légitimer les intérêts économiques. Ces transformations ont largement, et pendant longtemps, influencé les relations entre colonisateurs et colonisés d'une part et entre colonisés d'autre part.
- 45 C'est d'ailleurs dans ce sens que Nicolas Metegue N'Nah pense que « l'action coloniale, en brisant les anciens cadres politiques autochtones, en entraînant les migrations inter-régionales des travailleurs, en créant des villes et en répandant la culture occidentale, eut essentiellement pour effet de distendre les liens claniques qui unissaient les individus dans les anciennes communautés autochtones et de provoquer la désagrégation de ces dernières⁵⁶ ».

Conclusion

- 46 Les transformations sociales opérées par l'administrateur et le missionnaire français ont affecté de manière conséquente les rapports des populations locales vis-à-vis de leur culture et de leurs objets culturels. Si la conception patrimoniale des objets culturels est inhérente à l'arrivée du l'administrateur et du missionnaire français, il n'en reste pas moins vrai que ceux-ci ont, à leur arrivée, jeté les bases d'une conception culturelle autre que celle des populations locales. A travers l'évangélisation, l'école et l'administration française, le système socio-culturel des sociétés traditionnelles a été transformé. Par conséquent, ces transformations ont établi une classification échelonnée des valeurs illustrant ainsi la supériorité de la civilisation culturelle et patrimoniale française. En même temps, elles ont bouleversé les cadres traditionnels de solidarité et leurs habitudes culturelles, les modes de pensée et les rapports des populations locales avec leur culture.
- 47 Les missionnaires, quant à eux, ont affaibli les croyances tradi-culturelles et le culte des ancêtres, créant, à travers, l'école, une classe d'« évolués » partagés entre la nouvelle (occidentale) et l'ancienne (traditionnelle) culture.

NOTES

1. <http://web.worldbank.org>, consulté le 13 octobre 2016.
2. OIF, *Profil culturel des pays du sud membres de la francophonie. Un aperçu de trois pays de la CEMAC. Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon*, OIF 2012, p. 34.
3. Ulrich Kévin KIANGUEBENI, *La protection du patrimoine culturel au Congo*, L'Harmattan 2016, p. 29.
4. Jacques Bainville, *Histoire de France*, Nouvelle Librairie nationale, Tome 1, 1924, p. 15
5. Sayon Coulibaly et Collègues, *Essai sur le droit coutumier africain*, 2001, p. 2, Url : <http://univ-jurisocial.over-blog.com/article-essai-sur-le-droit-coutumier-africain-82450775.html>, consulté le 23 juin 2013
6. Il s'agit, en Afrique centrale, du Tchad, de l'Oubangui-Chari, du Gabon...
7. Marie Rodet, Genre, coutumes et droit colonial au Soudan français (1918-1939) », in *Cahiers d'études africaines* n° 187-188, 2007, Url : <http://etudesafriques.revues.org/8162>, consulté le 20 mai 2014
8. Vincent Negri, *l'édification du droit du patrimoine culturel : évolution et tension*, op. cit., p 142.
9. *Ibid.*
10. Ulrich Kévin Kianguebeni, *La protection du patrimoine culturel au Congo*, Thèse de droit public, Université d'Orléans 2016, p56
11. Écrivain français, poète et théoricien du surréalisme. Il est surtout connu comme étant le principal fondateur du mouvement surréaliste).
12. http://www.cariboudagoni.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=606:le-cap-de-bonne-esperance&catid=76:tout-les-articles&Itemid=182, consulté le 14 mai 2014
13. Marie GAUTHERON (sous la dir.), Retour sur la Mission Dakar-Djibouti, La remise en circulation des savoirs et des objets, in *La vie des idées*, réédition 2011, p. 17

14. Moustapha Kane, *Histoire de la construction d'un lieu de mémoire de la traite atlantique des esclaves : Gorée de 1944 à nos jours*, Mémoire de maîtrise en Histoire, Université C.A. Diop de Dakar, p. 30
15. Article 2 du décret du 25 Août 1937
16. *Ibid.*
17. Journal Officiel de la République Française du 4 novembre 1956, p10526.
18. L'Union française est l'organisation politique de la France et de son empire colonial créée par la Constitution de la Quatrième République. Elle regroupe la métropole, les départements et territoires d'outre-mer, des territoires associés (sous mandat) et des États associés (sous protectorat). Charles-Robert Argeron, *La décolonisation française*, Armand Colin, Paris, 1994, p. 73.
19. La loi n° 56-619 du 23 juin 1956, dite loi-cadre Defferre, autorisant le gouvernement français à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, est adoptée sur l'initiative de Gaston Defferre, ministre français d'outre-mer et maire de Marseille, et Félix Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire et maire d'Abidjan.
20. *Ibibem*
21. Nicolas BLANCEL (dir.), *Culture post-coloniale 1961-2000, Traces et mémoires coloniales en France*, Editions Autrement octobre 2011, p229
22. Jonathan LANDAU-WELINSKI, *Le passé de l'Afrique à la radio, mémoire d'un continent : pour une histoire de la coopération radiophonique franco-africaine à travers une émission de 1964 à nos jours*, Mémoire de Master 2 Histoire et audiovisuel spécialité « Histoire et radio », Université Panthéon-Sorbonne 2012. p16
23. <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/chan/series/pdf/70AJ.pdf>, consulté le 23 décembre 2017.
24. Roger TEBIB, La France et la coopération culturelle avec l'Afrique, *Géostratégiques* n° 25 10/09, octobre 2009, p21
25. Créée par l'ordonnance numéro 29/71 du 4 décembre 1971, l'Université de Brazzaville devient Université Marien NGOUABI le 28 juillet 1977. L'Université Marien NGOUABI demeure à ce jour le seul établissement universitaire public au Congo et compte onze établissements. A sa création, en 1971, elle ne comptait que quatre établissements.
26. Gilbert Rouget, « L'efficacité musicale : musiquer pour survivre », *L'Homme*, 171-172 | juillet-décembre 2004, Url : http://archives.crem-cnrs.fr/archives/corpus/CNRSMH_Rouget_001/, consulté le 25 août 2014
27. Brice Gérard, « Gilbert Rouget et la mission Ogooué-Congo (1946). Institution et épistémologie dans l'histoire de l'ethnomusicologie en France », *Gradhiva*, N° 16, 2012, p203.
28. Vincent Auriol, né le 27 août 1884 à Revel (Haute-Garonne) et mort le 1er janvier 1966 à Paris, est un homme d'État français, président de la IV^e République de 1947 à 1954.
29. www.quaibranly.fr/fr/documentation/le-catalogue-de-la-documentation-museale-et-des-archives/presentation-de-quelques-fonds-d-archives/le-fonds-noel-ballif.html, consulté le 18 mai 2014.
30. Jonathan LANDAU-WELINSKI, *op. cit.*, p. 17.
31. Pie-Aubin Mabika, *Regards sur l'art et la culture en Afrique noire*, L'Harmattan, 2006, p. 65.
32. La France libre est l'organisation de résistance extérieure fondée à Londres par le général de Gaulle à la suite de son appel du 18 juin 1940. Les forces armées ralliées à la France libre furent appelées Forces françaises libres (FFL). À partir du 13 juillet 1942, la « France libre » fut renommée « France combattante » par le Comité national français pour marquer l'adhésion de la France libre et « des groupements qui à l'intérieur du pays participaient activement à la résistance », in Journal officiel de la France combattante, n° 9.
33. <http://maziki.fr/histoire-de-la-musique-centrafricaine/viilhistoire-du-congo-brazzaville-suite>, consulté le 06 avril 2018

34. Bernard ZRA DELI, *L'impérialisme culturel occidental et devenir de la culture africaine : Défis et perspectives*, mémoire de Licence en Philosophie, Grand Séminaire Saint Augustin de Maroua, 2008, p. 29.
35. Côme Kinata, Les administrateurs et les missionnaires face aux coutumes au Congo français, *Cahiers d'études africaines*, n° 175, 2004. Url : <http://etudesaficaines.revues.org/4744> consulté le 12 août 2014.
36. *Ibid.*
37. Discours prononcé par M. R. Antonetti gouverneur général de l'Afrique équatoriale française à la séance d'ouverture de la session ordinaire du Conseil de gouvernement (12 Novembre 1930).
38. Côme Kinata, *op. cit.*
39. *Ibid.*
40. Mamadou Guèye, Transformations sociales et implications culturelles, *Ethiopiques* N° 34-35, 1983, volume I n° 3 et 4 : http://ethiopiques.refer.sn/spip.php?page=imprimerarticle&id_article=930, consulté le 22 juillet 2014
41. Décision du 9 février 1959, *JO*, 17 février 1959, p. 2052.
42. P. F. Gonidec, La nationalité dans les Etats de la Communauté et dans les Etats " marginaux", *Annuaire français de droit international*, 1961, vol. 7, n° 7, pp. 822
43. Pratique culturelle et rituelle liée à des événements historiques ou symboliques comme la naissance d'un enfant, le mariage, la mort d'un chef clanique, une guerre interethnique, une razzia, la création d'un nouveau village
44. Récit raconté le 10 avril 1988 par E. P du village de Boumango II dans le district de Bambama, relaté par M. O. Nkogho-Mvé dans sa thèse en histoire sur le Djobi originel, 1955, p. 52.
45. Paul-Emile Latoki, La thèse de l'unité africaine traditionnelle : ses dessous et ses conséquences sur l'Etat en Afrique, *Les cahiers de psychologie politique*, N° 14, Janvier 2009, p. 47.
46. Mamadou Guèye, *op. cit.* : http://ethiopiques.refer.sn/spip.php?page=imprimerarticle&id_article=930, consulté le 22 juillet 2014.
47. Côme Kinata, *op. cit.*
48. Georges Ngango, l'Afrique entre la tradition et la modernité, *Ethiopiques* numéro spécial, novembre 1976, Url : <http://ethiopiques.refer.sn/spip.php?article625>, consulté le 22 juillet 2014.
49. *Ibid.*
50. Magloire Somé, Les cultures africaines à l'épreuve de la colonisation, in *Afrika Zamani*, n° . 9-10, 2001-2002, p 48
51. Marc Michel, *L'Afrique noire depuis la conférence de Berlin*, publications du Cheam - diff. Documentation française, 1985, p123
52. La conférence de Brazzaville a été organisée durant la Seconde Guerre mondiale, du 30 janvier au 8 février 1944, par le Comité français de la Libération nationale (CFLN), afin de déterminer le rôle et l'avenir de l'Empire colonial français. À l'issue de cette conférence, l'abolition du code de l'indigénat est décidée. Au cours de la conférence, est notamment retenue la proposition, faite par Félix Éboué, d'une politique d'assimilation en faveur des colonies.
53. <http://etudescoloniales.canalblog.com/archives/2007/06/01/5149943.html>, consulté le 22 juillet 2014.
54. Maurice Ligot, *Les accords de coopération entre la France et les États africains et malgache d'expression française*, La Documentation française, 1964, p. 79.
55. Serge Romuald ONGALA, *Administration coloniale, chefferie indigène et relations inter-ethniques dans la région de Franceville de 1880 à 1960*, Mémoire de Master d'Histoire- Option : Histoire de l'Afrique, Université Omar Bongo de Libreville, juillet 2005, p. 48.
56. Metegue N'Nah (N.), *Histoire de la formation du peuple gabonais et de sa lutte contre la domination coloniale 1875-1960.*, Imprimerie Guéniot, Langres, France, 1984, p. 372.

RÉSUMÉS

Le Congo étant une ancienne colonie française, les premières initiatives de protection de son patrimoine remontent à l'époque coloniale. A leur arrivée, l'administrateur et le missionnaire français ont trouvé une protection symbolique du patrimoine puisant son fondement dans les pratiques traditionnelles, les interdits et les usages coutumiers. Pendant la période coloniale, la notion et la conception du patrimoine dans les colonies prennent un autre sens tout en conservant leur rôle. Le patrimoine est considéré comme témoin de l'histoire, de la civilisation, facteur de cohésion et d'union sociale en raison du partage des mêmes valeurs ethniques et culturelles. Dans ce sens, il faut retenir que la protection du patrimoine culturel au Congo d'avant indépendance était assurée par la métropole. Certes, il existait une forme de conscience au patrimoine culturel avant la colonisation, mais celle-ci n'a connu d'essor qu'à l'arrivée du colonisateur. Ainsi, l'application de la législation française avant l'indépendance illustre l'intérêt français pour le patrimoine de conception occidentale et l'indifférence pour les réalités patrimoniales congolaises.

As Congo is a former French colony, the first initiatives to protect its heritage date back to the colonial era. On their arrival, the French administrator and missionary found a symbolic protection of the heritage based on traditional practices, prohibitions and customary usage. During the colonial period, the notion and conception of the heritage in the colonies took on a different meaning while retaining their role. Heritage is seen as a witness to history, civilization, cohesion and social union because of the sharing of the same ethnic and cultural values. In this sense, it should be noted that the protection of the cultural heritage in the pre-independence Congo was assured by the metropolis. Certainly, there was a form of awareness of the cultural heritage before colonization, but it did not develop until the arrival of the colonizer. Thus, the application of French legislation before independence illustrates the French interest in the heritage of Western design and the indifference to the realities of the Congolese heritage.

INDEX

Keywords : Congo, cultural heritage, independence, colonization, legislation, France

Mots-clés : Congo, patrimoine culturel, indépendance, colonisation, législation, France

AUTEUR

ULRICH KÉVIN KIANGUEBENI

Ulrich Kévin Kianguebani est Docteur en droit du patrimoine culturel, enseignant à la Faculté de Droit, Université Marien Ngouabi, Brazzaville Congo Email : kiang28@yahoo.fr